



QUATRIÈME QUESTION À L'ORDRE DU JOUR

Etat d'avancement de l'application de la Stratégie globale en matière de sécurité et de santé au travail telle qu'adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 91^e session (2003)

1. La session de la Conférence internationale du Travail de juin 2003 a permis de donner un nouvel élan et une nouvelle orientation à la cause mondiale de la sécurité et de la santé au travail (SST). Tout en reconnaissant l'importance du travail accompli par l'OIT et par les mandants depuis des années, elle a décidé de promouvoir un renforcement des efforts déployés aux niveaux national et international en vue de rehausser le niveau des normes et de réduire la fréquence des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le monde. Les conclusions de la CIT, précédées d'un avant-propos du Directeur général, ont fait l'objet d'une large diffusion et servent de référence aux Propositions de programme et de budget pour 2006-07.
2. La CIT a adopté pour la première fois une stratégie globale en matière de SST dont le but est de promouvoir une approche préventive de la lutte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles par un effort plus vaste de promotion d'une culture de la sécurité et de la santé et par une meilleure gestion de la SST au niveau national et dans chaque entreprise. Cette stratégie comprend un plan d'action divisé en cinq rubriques qui sont reprises ici pour le résumé des activités menées à ce jour.

Promotion, sensibilisation et mobilisation

3. La CIT a repris à son compte dans ses conclusions l'idée d'une manifestation internationale annuelle consacrée à la sécurité et à la santé, à savoir la Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail de l'OIT célébrée le 28 avril dans le prolongement du succès remporté par la célébration à la mémoire des travailleurs organisée pour la première fois en 2001 par la CISL. La première de ces manifestations d'avril a eu lieu en 2003. En 2004, les bureaux extérieurs ont été en tête des manifestations organisées à cette occasion, avec une aide des services du siège sous la forme d'un rapport technique et de notes d'information. Les gouvernements, les employeurs et les travailleurs ont organisé toutes sortes de manifestations dans plus de 110 pays. Pour leur part, les ministres du Travail et les dirigeants des organisations d'employeurs et de travailleurs se sont fortement mobilisés en faveur de la SST, ne ratant aucune occasion de rappeler que les accidents du travail et les maladies professionnelles ont un coût très élevé sur le plan humain.

4. Les chaînes de télévision, les stations de radio et la presse écrite nationales ont couvert les activités organisées à cette occasion un peu partout dans le monde, et les bureaux extérieurs ont signalé une bonne trentaine de reportages sur ces manifestations, certains en première page. Des organismes de radiodiffusion à l'échelle de la planète tels que la BBC et la CNN ont également couvert ces manifestations dans leurs programmes internationaux. Le Directeur général n'a pas manqué d'évoquer cette Journée lors du Forum sur l'emploi tenu en Chine le 28 avril, soulignant l'importance de la SST dans le programme de travail décent, et un message vidéo qu'il avait préparé à cette occasion a été largement diffusé et a été repris aussi bien dans les manifestations nationales que par les médias. Le BIT a profité de cette occasion pour lancer de nouvelles publications sur la SST, donnant ainsi à cette Journée une signification toute particulière. En Fédération de Russie, par exemple, le ministre du Travail a lancé la nouvelle Encyclopédie russe de la SST, en deux volumes.
5. Certaines de ces activités sont aussi venues rappeler que cette manifestation avait ses origines dans la célébration à la mémoire des travailleurs. Au Brésil, il y a eu une minute de silence au début de tous les grands matchs de football qui ont été disputés le 28 avril.
6. Un travail préparatoire a été effectué avec les co-organisateur du 17^e Congrès mondial sur la sécurité et la santé au travail (septembre 2005, Orlando (Etats-Unis)) et de la X^e Conférence internationale sur les maladies respiratoires professionnelles (avril 2005, Beijing). Ces deux réunions d'une grande envergure devraient être à la fois l'occasion d'un échange d'expériences techniques et pratiques et un moyen de projeter la SST sur le devant de la scène nationale et internationale et de braquer les projecteurs sur cette question.

Elaboration de nouveaux instruments et principes directeurs

7. Le travail d'élaboration du nouvel instrument instituant un cadre promotionnel pour la SST prévu par la CIT a bien avancé. En novembre 2003, le Conseil d'administration a décidé d'inscrire ce sujet à l'ordre du jour de la session de 2005 de la Conférence, d'où la parution en juillet 2004 du rapport IV 1), sur le «Cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail» (www.ilo.org/public/english/standards/relm/ilc/ilc93/reports.htm).
8. De nouveaux instruments avaient également été prévus par la CIT au sujet de l'ergonomie et de la sécurité des machines, deux questions qui ont déjà commencé à faire l'objet de certains travaux. L'étude sur l'ergonomie qui vient d'être réalisée en collaboration avec l'Association internationale d'ergonomie en est un bon exemple. En 2002, au moment de l'adoption par la Conférence internationale du Travail de la recommandation (n° 194) sur la liste des maladies professionnelles, 2002, le Bureau avait été chargé de convoquer en priorité la première des réunions tripartites d'experts prévues au paragraphe 3 de cette recommandation en vue de la mise à jour de la liste des maladies professionnelles figurant en annexe de cette recommandation. Des propositions pour la tenue d'une telle réunion avaient d'ailleurs été faites au Conseil d'administration, mais il reste à prendre en compte les changements survenus ces dix dernières années dans le domaine scientifique et technique, de façon à faciliter l'identification et le diagnostic des maladies professionnelles et la collecte des listes nationales de maladies professionnelles.
9. Le BIT a également publié de nouveaux principes directeurs sur plusieurs sujets, comme la protection contre les rayonnements au travail dans les industries extractives et le traitement des matières premières (avril 2004) et la SST dans le secteur de la démolition des navires dans les pays d'Asie et en Turquie (octobre 2003). Des principes directeurs concernant le tabagisme au travail, ainsi que les maladies infectieuses et d'autres maladies contagieuses,

ont également été publiés, les pays de l'ANASE ayant demandé que de tels principes soient élaborés pour la lutte contre le SARS.

Promotion des instruments SST existants

10. L'importance de l'application concrète des instruments internationaux et d'autres normes de SST a été soulignée un peu partout. Entre juin 2003 et août 2004, le Bureau a enregistré 13 ratifications de conventions liées à la SST, qui sont venues ainsi récompenser les efforts déployés les années précédentes par lui et par des mandants. Le gouvernement du Luxembourg vient d'informer Bureau de son intention de ratifier 23 conventions de ce genre à la suite de l'audit tripartite de l'OIT portant sur les systèmes de SST et d'inspection. Le Luxembourg se prépare à accueillir en mars 2005, durant sa présidence de l'Union européenne, une conférence internationale au cours de laquelle il fera part de ses expériences.
11. Certains instruments de SST ont permis de faciliter le travail de révision des législations nationales, en particulier en Arabie saoudite, au Liban, au Népal, au Pakistan, en République arabe syrienne et dans les Emirats arabes unis. Une assistance technique a été offerte aux Etats Membres qui envisagent sérieusement de ratifier certaines conventions relatives à la SST, comme la Chine, le Liban et Sri Lanka. En Afrique du Sud, le gouvernement et des organisations d'employeurs et de travailleurs ont conclu un «accord de sécurité et de santé au travail» qui reprend les principes de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, et de la convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995. D'autres pays, dont l'Ethiopie, ont élaboré des textes de lois sur la SST destinés à mettre en application la convention n° 155 et certaines autres conventions concernant la SST qu'ils ont ratifiées. Au Kirghizistan, une loi sur la SST a été adoptée pour la première fois en juillet 2003. En République de Moldova, la ratification de la convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001, a été suivie de toutes sortes d'activités qui visent à améliorer la SST dans l'agriculture.
12. Une assistance technique a été offerte aux pays membres du Conseil de coopération du Golfe pour leur permettre de procéder à la révision et la mise à jour des décrets du Conseil concernant la SST et à la préparation d'un guide technique sur la SST dans les industries pétrolière et pétrochimique qui devrait être prêt d'ici la fin de 2004. Le Kenya et l'Ouganda ont prévu de mettre à jour leur législation sur la SST. Ils ont d'ailleurs déjà mis au point, avec la participation des partenaires sociaux, de nouveaux projets de lois sur la SST. En République-Unie de Tanzanie, les parties prenantes se sont réunies pour discuter des moyens à utiliser pour surmonter les obstacles qui s'opposent à la ratification de la convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990.

Systèmes de gestion de la SST

13. Les conclusions de la CIT ont insisté sur la promotion et l'adoption d'une approche systémique de la gestion de la SST fondée sur les principes directeurs de l'OIT concernant les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail (document ILO-OSH 2001). Le travail de promotion et de diffusion de ce document se poursuit. Il est d'ailleurs disponible en 21 langues (allemand, anglais, arabe, bulgare, chinois, coréen, espagnol, finnois, français, géorgien, hébreu, hindi, japonais, malais, polonais, portugais, russe, tchèque, thaï, urdu et vietnamien). En outre, SafeWork a d'ores et déjà étendu aux traductions de ce document les possibilités de téléchargement et les liens vers d'autres sites.

14. Le Bureau a collaboré avec le gouvernement japonais et avec son Association pour la sécurité et la santé des travailleurs dans le cadre d'une grande campagne nationale de promotion de ce document et des principes directeurs nationaux, qui a été suivie par l'adoption par de grandes entreprises japonaises de systèmes de gestion de la SST s'appuyant sur ces documents. En Chine, l'Administration d'Etat pour la sécurité au travail a fait connaître ses principes directeurs nationaux sur les systèmes de gestion de la SST fondés sur le document ILO-OSH 2001. En outre, 4 000 entreprises ont obtenu une certification, et 47 000 contrôleurs internes et externes ont été enregistrés jusqu'ici. Dans plusieurs pays, dont la France et la Malaisie, les associations nationales de normalisation ont participé pleinement à l'effort de promotion de ce document, que ce soit en tant que normes nationales ou à un autre titre. La question de l'adoption de ce document est à l'examen dans certains autres pays comme le Lesotho, le Malawi et le Zimbabwe.

Assistance technique et coopération

Politiques et programmes nationaux de SST

15. La Conférence a soutenu l'idée du lancement des programmes nationaux de SST par les plus hautes instances nationales, comme les chefs d'Etat et les parlements, afin d'aider à inscrire la SST au premier plan des préoccupations nationales. Le Bureau a collaboré étroitement avec les Etats Membres en vue d'instaurer un consensus tripartite en faveur de l'élaboration de programmes nationaux de SST, et éventuellement de l'amélioration des programmes de perfectionnement permanent des mécanismes et des résultats de la SST au niveau national. Il a commencé par tenir des discussions consultatives avec les mandants et par élaborer les profils nationaux de SST, avec une description des systèmes et contextes nationaux en matière de SST, qui permettront d'identifier les priorités.
16. Des politiques et programmes nationaux de SST ont été définis et adoptés dans de nombreux pays, et les groupes tripartites qui doivent aider les intéressés à discuter et à proposer des mesures par secteur ont déjà été mis sur pied. On en a un exemple avec les commissions nationales tripartites pour la sécurité dans le secteur de la construction ayant pour tâche de discuter et de formuler les politiques et programmes nationaux correspondant à ce secteur qui ont été créées aussi bien en Argentine qu'en Colombie. Le Bureau a également soutenu activement les initiatives prises dans les pays qui ont élaboré des politiques et programmes nationaux, tandis qu'ailleurs il a collaboré étroitement avec les gouvernements pour mettre sur pied des organismes consultatifs tripartites dans le domaine de la SST.
17. Dans le cadre des efforts qui sont déployés pour renforcer les programmes nationaux et régionaux de SST au Kenya, en Ouganda et en République-Unie de Tanzanie, un atelier tripartite a été organisé en collaboration avec l'OMS en vue d'harmoniser la stratégie de SST et de définir un programme de travail commun dans ce domaine. Un profil national de SST a été défini pour de nombreux pays, y compris la Chine, l'Egypte, l'Iraq, le Kazakhstan, le Kenya, le Kirghizistan, le Koweït, l'Ouganda, le Pakistan, la République-Unie de Tanzanie et le Yémen, et il est en préparation dans d'autres.

Programmes pour un travail décent

18. Afin qu'elles soient réellement abordées au niveau politique, le Bureau a tout fait pour que les questions de SST soient incorporées dans les plans d'action nationaux pour un travail décent ou dans les programmes par pays sur le travail décent, par exemple au Bangladesh, au Guatemala, en Inde, au Népal, au Nicaragua, au Panama et à Sri Lanka. En Ethiopie, le

programme sur les améliorations du travail dans la mise en valeur du voisinage (qui est un produit dérivé du Programme sur les améliorations du travail dans les petites entreprises (WISE)) a été adapté et traduit dans le cadre du programme du pays sur le travail décent pour le secteur de l'agriculture informelle. Au Maroc, un volet SST comprenant une formation pratique a été inclus dans le programme pilote sur le travail décent qui a été mis au point pour le secteur du textile et de l'habillement.

Projets de coopération technique

19. Deux projets de SST pour le secteur de la construction sont en cours. Le premier, qui est financé par la République de Corée, s'intéresse aux petits chantiers de construction du Cambodge, du Laos, de la Mongolie, de la Thaïlande et du Viet Nam. Le but du deuxième, qui est financé par l'Espagne et qui couvre les pays du MERCOSUR et le Chili, est de promouvoir le dialogue tripartite et l'élaboration de politiques et programmes nationaux.
20. Dans le secteur de l'agriculture, un projet financé par le Japon a été lancé au Viet Nam dans le but de soutenir l'élaboration d'un programme national de SST et de promouvoir des mesures concrètes de sécurité au niveau local.
21. Il y avait aussi des projets qui mettaient l'accent sur l'importance d'un bon service d'inspection du travail axé sur la prévention et techniquement compétent. C'est le cas du projet de renforcement de l'inspection du travail en matière de SST qui a été lancé récemment au Costa Rica avec des fonds canadiens. Par ailleurs, le travail de formation des inspecteurs du travail s'est poursuivi dans le cadre des projets OIT/Allemagne de renforcement de l'inspection du travail menés en Bulgarie et au Viet Nam, et plus de 200 inspecteurs du travail et d'autres professionnels ont reçu une formation en matière de SST dans la République islamique d'Iran.
22. L'OIT et ses partenaires ont également lancé un projet financé par les Etats-Unis qui a pour but de développer un service d'inspection du travail axé sur la prévention et techniquement compétent en Serbie-et-Monténégro, ainsi qu'un projet financé par l'Allemagne qui relie le Pacte mondial des Nations Unies et les questions de sécurité et de santé. Ce dernier projet est mené en partenariat avec Volkswagen et avec ses fournisseurs au Brésil, au Mexique et en Afrique du Sud et a pour objectif de renforcer la capacité des inspections du travail et de mettre en place des mécanismes de renforcement de la SST dans le cadre de la responsabilité sociale des entreprises.
23. Les efforts de collaboration qui visent à éliminer les travaux dangereux des enfants se sont poursuivis tant au niveau international qu'à l'échelle nationale. Une aide a été fournie à plusieurs pays pour leur permettre d'établir une liste nationale des travaux dangereux, de mettre au point des manuels de formation pour la lutte contre les travaux dangereux des enfants et de mettre sur pied des unités de surveillance de la SST. On mentionnera également le projet pilote de SST pour le secteur informel qui est en voie de réalisation au Honduras dans le cadre d'un programme national d'extension de la couverture sociale.
24. Le travail de mise au point et de réalisation de SOLVE, un programme de formation axé sur les problèmes psychosociaux au travail, s'est poursuivi avec le soutien financier du gouvernement italien. Jusqu'en août 2004, ce sont 600 directeurs de cours et délégués de 40 pays, y compris 10 pays africains francophones, qui ont pu bénéficier de cette formation. Ce programme a déjà été traduit en espagnol, russe, thaï, bulgare et portugais, et devrait bientôt l'être en italien et en allemand.

Développement, gestion et diffusion du savoir

25. Le Centre international d'informations de sécurité et de santé au travail de l'OIT (CIS) joue toujours un rôle clé dans l'échange international d'informations sur la SST, et ce par ses produits d'information, son réseau de points focaux et l'appui qu'il fournit aux projets et experts du BIT sur le terrain. Il fournit des liens vers les sites Web d'autres centres sur ses propres pages et au moyen d'un portail consacré spécialement à cette tâche. Son site Web est consulté par près d'un million de visiteurs chaque mois.
26. En approuvant le programme et budget du CIS pour 2004-05 (GB.288/PFA/5/1), le Conseil d'administration a accepté que tout le monde puisse accéder gratuitement au contenu de l'*Encyclopédie de sécurité et de santé au travail* du BIT sur le site Web de l'OIT. Cette encyclopédie sera bientôt disponible en six langues¹, et ce dès la parution du dernier volume de la version japonaise. Il sera possible d'accéder gratuitement à la version anglaise dès le début de l'automne 2004. La base de données bibliographiques du CIS, qui sert de guide à la littérature mondiale en matière de SST, pourra être consultée gratuitement sur Internet dès la fin de 2004. Cette base de données est entièrement bilingue anglais-français, et un échange de correspondance avec le Centre national du CIS pour l'Espagne permettra d'en enrichir le contenu en espagnol.
27. En 2004, le CIS a épuisé toutes les ressources qui ont été fournies par le gouvernement finlandais il y a plus de dix ans pour la coopération technique. Tout en contribuant à la publication du Bulletin africain et du Bulletin Asie-Pacifique, le CIS a utilisé le solde pour sa contribution à la publication des matériels sur les améliorations du travail dans la mise en valeur du voisinage, qui aident les facilitateurs locaux à transmettre l'information sur la SST aux travailleurs qui ne la reçoivent pas par les voies classiques. Il a également continué de fournir des listes d'articles et d'ouvrages et de la documentation, en puisant dans ses propres fonds, aux experts du BIT attachés aux bureaux régionaux et sous-régionaux.
28. Vu l'importance de la collaboration avec le BIT, l'Institut de la sécurité et de la santé au travail de l'Organisation arabe du travail (OAT) a été rebaptisé Centre régional du CIS, ce qui devrait susciter davantage d'échanges d'expérience entre le BIT et l'OAT. Plusieurs centres du CIS du monde arabe ont aidé à traduire en arabe les fiches internationales de sécurité chimique. Par ailleurs, le personnel du Centre national du CIS au Maroc a suivi en août 2004 un séminaire de formation sur la gestion de l'information relative à la SST.
29. Les versions française, allemande et portugaise de la Classification internationale des radiographies de pneumoconioses sont d'ores et déjà disponibles, et l'utilisation de cette classification universellement reconnue devrait ainsi s'étendre. Des séminaires de formation ont également été organisés à l'intention des médecins du travail de pays en développement, qui ont appris dès lors à mieux utiliser cet outil au service de la surveillance de la santé des travailleurs.

Collaboration internationale

30. Le Comité OIT/OMS de la santé au travail a discuté à sa 13^e session (décembre 2003) des moyens à utiliser pour renforcer la collaboration entre institutions sur différentes questions telles que la promotion de l'approche intégrée de la SST, les systèmes de gestion de la SST et les principaux domaines d'action en matière de SST. Il a demandé que cette collaboration soit axée de préférence sur: 1) les conseils et l'appui à fournir pour les

¹ Anglais, français, espagnol, russe, chinois et japonais.

programmes nationaux de SST; 2) le renforcement de la collaboration et de la coordination régionales; 3) la coordination et l'amélioration des programmes et matériels d'information et d'éducation; et 4) les activités et instruments de sensibilisation (campagnes, manifestations et journées spéciales).

- 31.** La collaboration entre institutions aux niveaux régional et national a commencé peu après cette réunion. Elle s'est focalisée sur l'élaboration de programmes nationaux de SST, la préparation des profils nationaux de SST, la lutte contre la silicose, la mise à jour des listes nationales de maladies professionnelles, la ratification des conventions relatives à la SST et les efforts visant à étendre les services de SST à l'agriculture, aux PME et au secteur informel. L'initiative conjointe OMS/OIT pour l'Afrique a pu redémarrer avec la déclaration d'intention signée par les directeurs régionaux des deux institutions et avec l'initiative qu'ils ont prise d'écrire conjointement aux ministres du Travail et de la Santé de tous les Etats Membres pour qu'ils apportent leur soutien politique à leurs efforts conjoints d'amélioration de la SST en Afrique. Enfin, des activités touchant à l'échange d'informations, à la formation ou au renforcement des capacités et au lancement des programmes nationaux de SST ont été organisées.
- 32.** En collaboration avec l'OMS, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), ainsi que le ministère de la Santé et l'Université de Balamand au Liban, le bureau régional pour les Etats arabes a contribué techniquement et financièrement à la réalisation d'une étude sur les risques pour la santé reproductive des travailleuses au Liban. Dans cette même région, la Confédération internationale des syndicats arabes et le Bureau ont continué à organiser conjointement, en République arabe syrienne et en Algérie, des séminaires sur la prévention du VIH/SIDA sur le lieu de travail et sur la promotion et l'application des politiques de SST.
- 33.** En Amérique latine, il y a eu entre l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), la Banque interaméricaine de développement et l'Organisation des Etats américains des discussions sur l'élaboration des politiques de SST au niveau régional. On signalera par ailleurs un atelier sur les indicateurs qui a été organisé par l'OPS pour l'Amérique latine et les Caraïbes avec le soutien de l'OIT.
- 34.** En matière de sécurité chimique, des organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi que sept organisations internationales, ont collaboré sous les auspices de l'OIT à l'effort de production d'un système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques (GHS). Ce système a été mis à disposition par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe en anglais, français, chinois, russe et arabe. Il y aura d'autres versions encore (des versions dans d'autres langues et une version Web).
- 35.** La CIT a également demandé au BIT de participer activement à l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM). Au PrepCom 1 (Bangkok, novembre 2003), le BIT a organisé une discussion sur les questions à l'examen, informant les mandants sur ce qu'il considère comme des éléments essentiels et qui devraient faire partie intégrante de la SAICM. Le BIT a officiellement présenté des propositions d'accord définitives pour le PrepCom2 (Nairobi, octobre 2004).
- 36.** Le Bureau a également collaboré avec l'Association internationale de l'inspection du travail (AIIT) à l'effort de promotion de la stratégie mondiale de SST, notamment en organisant en Asie du Sud-Est une conférence conjointe sur le secteur de la construction, et une autre en Afrique sur le rôle de l'inspection du travail. Les travaux dangereux des enfants constituent un nouveau domaine de collaboration, pour lequel le Bureau a chargé l'AIIT de préparer un rapport sur la législation et la pratique.

37. Il a poursuivi par ailleurs sa collaboration avec d'autres institutions internationales, telles que l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), l'Agence internationale de l'énergie atomique et l'Organisation maritime internationale, dans leurs domaines respectifs. L'OIT et l'UNITAR ont commencé notamment à gérer conjointement un programme de renforcement des capacités sur le GHS qui est mené à titre expérimental en Zambie et en Afrique du Sud avant d'être étendu à la Thaïlande et au Sénégal. Quant à la collaboration avec l'International Occupational Hygiene Association, elle devrait déboucher sur un coffret chimique d'utilisation facile.
38. Enfin, le Bureau a conclu avec certaines organisations internationales et nationales des accords officiels qui devraient permettre d'améliorer les échanges de données et de faciliter la coopération technique. Un accord a notamment été conclu avec la Banque mondiale en vue d'un échange de données sur l'inspection du travail et de la création d'une base de données sur les systèmes, structures et indicateurs de performance pour l'inspection du travail et la SST.

Conclusions

39. La Stratégie globale adoptée par la CIT en 2003 a déjà eu un impact sur les politiques et programmes relatifs à la SST aussi bien au niveau international qu'au niveau national, et elle sert de cadre et de fondement au travail que fait aujourd'hui le BIT, et à ses nouvelles propositions de programme et de budget. L'approche systémique et la programmation nationale stratégique sont de plus en plus populaires, et des profils nationaux assortis d'indicateurs de progrès ont commencé à voir le jour. En améliorant progressivement les systèmes (infrastructure) mais aussi les programmes nationaux de SST, dont on peut mesurer les objectifs et qui reposent sur le dialogue tripartite, on pourra obtenir également une amélioration des résultats dans le domaine de la SST.
40. L'approche novatrice «intégrée» ou «stratégique» de la SST qui a été adoptée a joué un rôle d'avant-garde, et devrait être affinée encore lors des sessions de 2005 et 2006 de la CIT. La méthode de présentation des rapports nationaux et internationaux sur les progrès réalisés qui est en train d'être mise au point fournira encore d'autres éléments d'appréciation des améliorations obtenues, qui pourront être notifiées à intervalles réguliers au Conseil d'administration.

Genève, le 15 septembre 2004.

Document soumis pour discussion.